

## VERTALING

N. 98 — 1191

[98/29100]

**1 DECEMBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de door de Franse Gemeenschap erkende bibliotheken**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, inzonderheid op artikel 63, lid 3;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening, gewijzigd bij de decreten van 21 oktober 1988 en 19 juli 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om de lijst vast te stellen van de instellingen erkend of opgericht door de overheid zoals bedoeld bij lid 3, van artikel 63 van de wet van 30 juni 1994 betreffende ehtauteursrecht en de naburige rechten;

Overwegende dat de Regering van de Franse Gemeenschap deze lijst dient op te maken om te kunnen inspelen op het opstellen van de koninklijke besluiten ter uitvoering van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

op de voordracht van de Minister van Cultuur;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 1997,

Besluit :

**Artikel 1.** Beschouw worden als « instellingen die door de overheid zijn erkend op opgericht » in de zin van artikel 63, lid 3, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten :

1° de openbare bibliotheken erkend in toepassing van artikel 1 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening, gewijzigd bij de decreten van 21 oktober 1988 en 19 juli 1991;

2° de bibliotheken die vroeger erkend werden bij toepassing van de wet van 17 oktober 1921 betreffende de openbare bibliotheken en waarvoor de Minister tot wiens bevoegdheid de Openbare Lectuurvoorziening behoort, de erkenning niet heeft ingetrokken;

3° de bibliotheken die een overeenkomst of een programma-overeenkomst van de Franse Gemeenschap genieten en die op het punt staan erkend te worden door de Franse Gemeenschap in toepassing van artikel 1 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening, gewijzigd bij de decreten van 21 oktober 1988 en 19 juli 1991.

**Art. 2.** De Minister van Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 1 december 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,  
Ch. PICQUE



F. 98 — 1192

[98/29101]

**24 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux associations professionnelles de bibliothécaires et de bibliothèques**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la lecture, modifié par les décrets des 21 octobre 1988, 19 juillet 1991 et 30 novembre 1992;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du Service public de la lecture;

Vu l'avis du Conseil Supérieur des Bibliothèques publiques, donné le 7 mai 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, en date du 5 novembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 décembre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence de mettre en place un dispositif réglementaire permettant d'octroyer des subventions aux associations professionnelles de bibliothécaires et de bibliothèques, et ce dès 1998;

Sur proposition du Ministre de la Culture;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 1er décembre 1997,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

— le décret : le décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture, modifié par les décrets des 21 octobre 1988, 19 juillet 1991 et 30 novembre 1992;

- l'arrêté : arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du Service public de la lecture;
- le Ministre : le Ministre de la Communauté française qui a le service public de la lecture dans ses attributions;
- l'administration : le Service général des Lettres et du Livre de l'Administration générale de la Culture et de l'Informatique du Ministère de la Communauté française;
- l'Inspection : l'inspection générale de la direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française;
- le Conseil : le Conseil supérieur des bibliothèques publiques.

**Art. 2.** § 1er. Le Ministre peut reconnaître des associations ou des fédérations de bibliothèques ou de bibliothécaires ayant pour objectif de mener des actions et des réflexions prospectives en faveur du développement et de la promotion de la lecture et des bibliothèques publiques dans le cadre du décret du 28 février 1978 et de ses arrêtés d'application. Ces associations ou fédérations professionnelles doivent assurer également un rôle d'information et de formation du personnel et tendre à la valorisation du métier de bibliothécaire. Les actions qu'elles mènent s'inscrivent dans le cadre général de l'éducation permanente telle que définie à l'alinéa 2 de l'article 1er du décret.

§ 2. Pour être reconnue par le Ministre, l'association ou la fédération doit répondre aux conditions minimales suivantes :

- 1° être constituée en association sans but lucratif;
- 2° compter, parmi un minimum de 200 affiliés payant une cotisation annuelle, au moins 50 personnes du personnel dirigeant ou technique en fonction dans une bibliothèque publique reconnue ou conventionnée dans le cadre du décret et de son arrêté d'application;
- 3° disposer d'un bulletin de liaison;
- 4° remettre des avis et des réflexions d'initiative ou à la demande de l'Administration ou du Ministre sur des thèmes professionnels à propos de questions relatives à l'évolution professionnelle du secteur;
- 5° organiser annuellement quatre activités s'inscrivant dans le développement du service public de la lecture telles que définies à l'article 2, § 1er;
- 6° mener des activités et recruter ses membres dans 3 provinces au moins dans l'ensemble du territoire de la Communauté française;
- 7° avoir établi son siège social sur le territoire de la Communauté française ou dans la Région bruxelloise;
- 8° tenir une comptabilité permettant de contrôler l'affectation des subventions;
- 9° accepter que l'inspection et les vérificateurs désignés à cette fin examinent sur place le fonctionnement et la comptabilité.

**Art. 3.** § 1er. L'association ou la fédération qui sollicite sa reconnaissance introduit, entre le 1er janvier et le 1er mars, une demande de reconnaissance adressée à l'Administration.

§ 2. Pour être recevable, la demande de reconnaissance doit être accompagnée des documents suivants :

- 1° les textes établissant le statut juridique de l'association publié au *Moniteur belge*, y compris les modifications;
- 2° l'adresse de son siège social et, s'il échet, de son secrétariat;
- 3° un rapport descriptif des actions menées durant l'année qui précède l'introduction de la demande;
- 4° un programme décrivant les actions prévues au cours de l'année qui suit l'introduction de la demande de reconnaissance;
- 5° un budget prévisionnel.

**Art. 4.** § 1er. Lorsque le dossier est complet, l'Administration l'envoie, pour avis, successivement à l'Inspection et au Conseil.

Le Conseil donnera son avis avant le 31 mai de l'année en cours.

Passé ce délai, le Conseil est censé rendre un avis similaire à celui de l'Administration.

Le Ministre prend la décision de reconnaissance avant le 30 septembre de l'année en cours.

§ 2. La reconnaissance prend effet au 1er janvier de l'année de prise de décision par le Ministre.

**Art. 5.** § 1er. Chaque association ou fédération reconnue bénéficie d'une subvention forfaitaire annuelle d'un montant de 150 000 francs indexé annuellement selon la progression du budget de la Communauté française.

Cette subvention est liquidée au plus tard le 15 septembre de chaque année civile qui suit la procédure de reconnaissance.

§ 2. Cette subvention doit être justifiée par les dépenses admissibles suivantes :

- 1° les frais de secrétariat;
- 2° les frais de promotion de la lecture;
- 3° les frais résultant de l'organisation de réunions, séminaires ou colloques;
- 4° les frais d'impression ou de diffusion de publication de toute nature se rapportant à la réalisation des missions définies à l'article 2;
- 5° les frais résultant de l'engagement de personnel pour l'association.

§ 3. L'association ou la fédération peut bénéficier de subventions extraordinaires d'équipement.

Elles seront au maximum de 100 000 francs par tranche de 3 ans.

§ 4. L'association ou la fédération peut bénéficier d'une subvention extraordinaire pour l'organisation d'activités de formation se déroulant strictement dans le cadre des missions définies à l'article 2.

Elle sera limitée à 100 000 francs par tranche de 3 ans.

§ 5. Chaque année, avant le 1er juin, l'association ou la fédération transmet au Ministre un rapport d'activités et les comptes de l'exercice précédent approuvés par l'Assemblée générale.

**Art. 6.** § 1er. Lorsque l'association ou la fédération ne remplit pas les conditions de reconnaissance pendant au moins une année, le Ministre peut, à titre conservatoire, après avoir entendu l'association ou la fédération et sur base d'un avis de l'Inspection et de l'Administration, prononcer la suspension de la reconnaissance pour une durée maximale d'un an.

§ 2. Le Ministre peut, après consultation du Conseil qui doit donner son avis dans les 2 mois de sa saisie par le Ministre, prononcer le retrait de la reconnaissance de l'association ou de la fédération qui ne remplit plus les conditions de sa reconnaissance depuis au moins un an.

§ 3. La nouvelle reconnaissance accordée à une association ou la fédération qui a fait l'objet d'un retrait de reconnaissance ne pourra avoir d'effet qu'après un an à compter de la date du retrait de la première reconnaissance.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date du 15 novembre 1997.

**Art. 8.** Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 décembre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :  
Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,  
Ch. PICQUE

—  
VERTALING

N. 98 — 1192

[98/29101]

**24 DECEMBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de beroepsverenigingen van bibliothecarissen en bibliotheken**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening, gewijzigd bij de decreten van 21 oktober 1988, 19 juli 1991 en 30 november 1992;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 1995 betreffende de organisatie van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Bibliothèques publiques » (Hoge Raad voor de Openbare Bibliotheken van de Franse Gemeenschap), gegeven op 7 mei 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 november 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 december 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om in reglementaire maatregelen te voorzien die het toelaten toelagen te verlenen aan de beroepsverenigingen van bibliothecarissen en bibliotheken, en dit vanaf 1998;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 1997,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit, wordt verstaan onder :

— het decreet : het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening, gewijzigd bij de decreten van 21 oktober 1988, 19 juli 1991 en 30 november 1992;

— het besluit : het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 1995 betreffende de organisatie van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening;

— de Minister : de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening behoort;

— de administratie : de Algemene Dienst Letteren en Boekwezen van het Algemeen Bestuur Cultuur en Informatica van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

— de Inspectie : de Algemene Inspectie van de Algemene Directie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

— de Raad : de « Conseil supérieur des Bibliothèques publiques » (Hoge Raad voor de Openbare Bibliotheken van de Franse Gemeenschap).

**Art. 2.** § 1. De Minister kan verenigingen of verbonden van bibliotheken of bibliothecarissen erkennen die tot doel hebben acties te voeren inzake gunstige ontwikkeling en promotie van het Boekwezen en de openbare bibliotheken in het kader van het decreet van 28 februari 1978 en van zijn toepassingsbesluiten en er prospectief over na te denken. Deze beroepsverenigingen en -verbonden dienen tevens informatie te verstrekken en het personeel op te leiden en dienen ook het beroep van bibliothecaris in een gunstig licht te stellen. Hun acties vallen binnen het algemeen kader van de permanente opvoeding zoals bepaald in lid 2 van artikel 1 van het decreet.

§ 2. Om door de Minister erkend te worden, dient de vereniging of het verbond aan volgende minimumvoorwaarden te voldoen :

1° samengesteld worden als vereniging zonder winstoogmerk;

2° onder een minimum van 200 aangeslotenen die een jaarlijkse bijdrage betalen, minstens 50 leden van het bestuurs- of technisch personeel omvatten die hun ambt uitoefenen in een erkende of met een overeenkomst aangenomen bibliotheek in het kader van het decreet en van zijn toepassingsbesluit;

3° over een verbindingsbulletin beschikken;

4° op eigen initiatief of op aanvraag van de Administratie of van de Minister adviezen en meningen uit te brengen omtrent vragen betreffende de beroepsevolutie van de sector;

5° jaarlijks vier activiteiten organiseren die ertoe strekken de ontwikkeling van de openbare dienst voor leetuurvoorziening zoals ze bepaald worden in artikel 2, § 2, te bevorderen;

6° activiteiten te leiden en haar (zijn) leden aan te werven in minstens drie provincies op het geheel van het grondgebied van de Franse Gemeenschap;

7° haar (zijn) maatschappelijke zetel te hebben op het grondgebied van de Franse Gemeenschap of in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

8° een boekhouding bijhouden die toelaat de bestemming van de toelagen na te gaan;

9° aanvaarden dat de inspectie en de verificateurs die daarvoor aangewezen werden ter plaatse de werking en de boekhouding onderzoeken.

**Art. 3.** § 1. De vereniging of het verbond die (dat) haar (zijn) erkenning aanvraagt, tussen 1 januari en 1 maart, dient een aanvraag om erkenning in die gericht is aan de Administratie.

§ 2. Om ontvankelijk te zijn, dient de aanvraag om erkenning vergezeld te gaan van volgende documenten :

1° de teksten die de rechtspositie van de vereniging bepaalt, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, met inbegrip van de wijzigingen;

2° het adres van de maatschappelijke zetel en, desnoods, van het secretariaat;

3° een beschrijvend verslag van de acties gevoerd tijdens het jaar dat voorafgaat aan de indiening van de aanvraag;

4° een programma waarin de acties die gevoerd zullen worden, tijdens het jaar dat volgt op de indiening van de aanvraag om erkenning, beschreven zijn;

5° een voorbegroting.

**Art. 4.** § 1. Wanneer het dossier volledig is, maakt de Administratie het, om advies, opeenvolgend over naar de Inspectie en de Raad.

De Raad zal zijn advies uitbrengen vóór 31 mei van het lopend jaar.

Deze termijn voorbij, wordt de Raad geacht hetzelfde advies uit te brengen als dat van de Administratie.

De Minister beslist de erkenning te verlenen vóór 30 september van het lopend jaar.

§ 2. De erkenning heeft uitwerking met ingang van 1 januari van het jaar tijdens hetwelk de beslissing door de Minister werd genomen.

**Art. 5.** § 1. Iedere vereniging of ieder verbond geniet een forfaitaire jaarlijkse toelage van 150 000 frank jaarlijks geïndexeerd volgens de vorderingen van de begroting van de Franse Gemeenschap.

Deze toelage wordt uitbetaald ten laatste op 15 september van het burgerlijk jaar dat volgt op de procedure tot erkenning.

§ 2. Deze toelage dient verantwoord te zijn door de volgende toelaatbare uitgaven :

1° de kosten van het secretariaat;

2° de kosten voor de bevordering van de leesactiviteiten;

3° de kosten voortvloeiend uit het organiseren van vergaderingen, seminaries en colloquia;

4° de drukkosten of de verspreidingskosten voor allerhande publicaties die betrekking hebben op het vervullen van de opdrachten bepaald in artikel 2;

5° de kosten die voortvloeien uit het aanwerven van personeel voor de vereniging.

§ 3. De vereniging of het verbond kan buitengewone toelagen om uitrusting genieten.

Ze zullen maximum 100 000 frank bedragen per schijf van drie jaar.

§ 4. De vereniging of het verbond kan een buitengewone toelage genieten voor het organiseren van opleidingsactiviteiten die strict plaatsvinden in het kader van de opdrachten bepaald bij artikel 2. Deze toelage zal beperkt zijn tot 100 000 frank per schijf van drie jaar.

§ 5. Ieder jaar, vóór 1 juni, maakt de vereniging of het verbond een activiteitenverslag en de rekeningen van het vorig jaar, goedgekeurd door de algemene vergadering, aan de Minister over.

**Art. 6.** § 1. Wanneer de vereniging of het verbond niet aan de voorwaarden inzake erkenning voldoet gedurende minstens één jaar, kan, de Minister, ter bewaring, na de vereniging of het verbond gehoord te hebben en op basis van een advies van de Inspectie en de Administratie, de schorsing beslissen van de erkenning voor een maximale duur van één jaar.

§ 2. De Minister kan, na raadpleging van de Raad, die zijn advies moet uitbrengen binnen de twee maanden van het aanhangig maken door de Minister, tot de intrekking van de erkenning van de vereniging of het verbond beslissen, die (dat) niet meer voldoet aan de voorwaarden van de erkenning gedurende minstens één jaar.

§ 3. De nieuwe erkenning verleend aan een vereniging of een verbond waarvoor een intrekking van de erkenning is gebeurd, kan enkel uitwerking hebben één jaar later, te rekenen vanaf de datum van de intrekking van de eerste erkenning.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op 15 november 1997.

**Art. 8.** De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 december 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,  
Ch. PICQUE